

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-15: JEUDI 10 MAI 2007

Le segment de haut niveau s'est poursuivi, jeudi, avec un débat interactif avec les organisations, les commissions régionales et les institutions spécialisées des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods. Cela a été suivi par des déclarations officielles et un débat interactif avec les principaux groupes sociaux. Les vice-présidents Frances Lisson (Australie), Alain Edouard Traore (Burkina Faso) et Luiz Alberto Figueiredo Machado (Brésil) ont également tenu des concertations informelles, y compris une séance privée d'un comité des "amis du président," avec les groupes régionaux et les principales délégations, pour le traitement des points non résolus ayant trait à l'énergie, à la pollution de l'air/atmosphère et aux changements climatiques.

DEBAT INTERACTIF AVEC LES ORGANISATIONS, LES COMMISSIONS REGIONALES ET LES INSTITUTIONS SPECIALISEES DES NATIONS UNIES ET LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS

Le président Abdullah Bin Hamad Al-Attiya (Qatar) a modéré cette séance. ONU-HABITAT a souligné l'importance de l'accès à l'énergie dans les zones urbaines et a appelé à un renforcement des collectivités locales. Le PNUE a passé en revue les partenariats et a déclaré que les nouvelles technologies, telles que les biocombustibles soulèvent des questions quant aux conséquences négatives possibles. L'ONUDI a déclaré que les enseignements tirés en Amérique Latine et en Asie devraient être partagés de manière plus efficace avec l'Afrique. Le FEM a indiqué que 1 milliard de dollars de la reconstitution de fonds de l'année passée est destiné à la lutte contre les changements climatiques et que 200 millions de dollars ont été mobilisés pour l'adaptation. La COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES a décrit le soutien des efforts régionaux en matière de recherche et les nouvelles approches de gestion de la pollution transfrontière. La BANQUE MONDIALE a passé en revue nombre de développements positifs, tels que les récents rapports du GIEC, les appels lancés par l'industrie en faveur de la mise en place de cadres réglementaires pour les émissions de GES et la croissance rapide des marchés du carbone. Le PNUD a passé en revue les priorités, les partenariats et la mise en place d'un nouveau fonds pour le développement de l'accès à l'énergie. L'OPEP a souligné la nécessité de diversifier l'assortiment énergétique, et a décrit les efforts fournis avec le GIEC sur le lien entre le climat et la biodiversité. Le FONDS DE L'OPEP POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL a souligné le besoin de développer la technologie des combustibles fossiles propres.

La CLD a déclaré que l'adaptation et l'atténuation doivent impliquer la lutte contre l'érosion des sols. La CCNUCC a encouragé le secteur privé des pays en développement à s'engager avec le mécanisme pour un développement propre. La FAO a appelé à la conduite d'une recherche sur les ramifications de l'utilisation de l'agriculture pour la production de biocombustibles. L'OMS a appelé à une action mondiale visant à minimiser les effets sanitaires du brûlage de la biomasse. Le FORUM INTERNATIONAL SUR L'ENERGIE a mis en garde contre tout malentendu entre les pays sur les questions clés dans le débat sur les change-

ments climatiques et l'énergie. L'ICAO a donné un aperçu des efforts fournis en matière de rendement énergétique, par l'industrie de l'aviation. L'IEA a accueilli avec satisfaction l'opportunité de façonner des politiques énergétiques durables. Le DAES a appelé les délégués à envoyer un message fort concernant l'accès à l'énergie et les liens entre l'énergie et les changements climatiques. La CNUCED a souligné l'importance du rendement énergétique. Appelant les délégués à considérer les questions environnementales à travers le prisme du commerce international, l'OMC a encouragé les délégués à traduire les engagements en actions.

TRADUIRE LES ENGAGEMENTS EN ACTION: TRAVAILLER ENSEMBLE EN PARTENARIAT

Cette séance, modérée par le vice-président Alain Edouard Traore (Burkina Faso), a continué à entendre les déclarations officielles des ministres. Le ZIMBABWE a souligné le principe des responsabilités communes mais différenciées. Le JAPON a encouragé les pays industrialisés à prendre l'initiative et l'IRLANDE, la SUISSE et la SUEDE ont appelé à une approche intégrée et coordonnée. La NOUVELLE ZELANDE a fait état des défis uniques posés aux PEID, SINGAPOUR a souligné l'importance du rendement énergétique. Au sujet du transfert des technologies, la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE a encouragé la mise à disposition de ressources nouvelles et supplémentaires, et l'INDE a appelé au réexamen de l'équilibre entre la récompense des innovateurs et la facilitation de l'accès aux technologies propres. La TURQUIE a souligné l'importance de la mise à disposition d'une source d'énergie abordable et fiable. La MOLDAVIE a parlé de l'augmentation du nombre des catastrophes liées aux changements climatiques et le BANGLADESH a fait part de ses réserves à l'égard du problème des réfugiés des changements climatiques, soulignant l'importance de la gestion des risques climatiques. L'AFRIQUE DU SUD a exprimé sa volonté d'accroître la pertinence de la CDD dans le cadre du processus de réforme de l'ONU.

Le DANEMARK a souligné l'importance de l'adoption d'objectifs assortis de calendrier précis, qui sont cruciaux pour la consommation d'énergie, et a appelé à l'établissement d'une disposition pour l'évaluation énergétique. L'ALGERIE a encouragé la mise en place d'un cadre réglementaire pour la promotion de la conservation des sources d'énergie, et a plaidé en faveur de l'énergie nucléaire. Le CAMBODGE a appelé à une mise en application pleine et immédiate du Plan stratégique de Bali, et l'AFRIQUE DU SUD a présenté les conclusions du Quatrième congrès mondial des femmes rurales. Le GHANA a suggéré d'accroître l'utilisation de la bioénergie, et a placé un accent sur la coopération africaine. La POLOGNE a parlé de la sécurité énergétique et a encouragé la diversification des sources d'énergie, des fournisseurs et des routes de transmission. Le BELARUS a mis en relief l'amélioration du rendement énergétique à travers l'économie d'énergie et l'augmentation du recours à des sources renouvelables. OMAN a mis l'accent sur le besoin de changer les modes de consommation et de passer du bois au gaz liquide. Le délégué des PHILIPPINES a encouragé la diversification des sources d'énergie, y compris l'utilisation des sources d'énergie propre autochtones, renouvelables et durables. Le BRÉSIL a mis en exergue le bon rendement des biocombustibles liquides. La BELGIQUE a suggéré la prévision d'une disposition pour l'évalua-

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>, a été rédigé par Twig Johnson, Ph.D., Harry Jonas, Lavanya Rajamani, D.Phil., James Van Alstine et Andrey Vavilov, Ph.D. Edition numérique: Angeles Estrada. Version française: Mongi Gadhoun. Edition en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le gouvernement des États-Unis (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), l'agence suisse de l'environnement, des forêts et des paysages (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le département du développement international (DFID), le ministère danois des affaires étrangères, le gouvernement allemand (à travers les ministères de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)), le ministère néerlandais des affaires étrangères, la commission européenne (DG-ENV), et la direction générale de la protection de la nature, du ministère italien de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Un soutien général a été accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2006, par: le programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce, SWAN International, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES) et le Ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI). La version française est financée par le ministère français des affaires étrangères et l'IEPF/OIF. Le financement de la version espagnole du *Bulletin* a été fourni par le ministère espagnole de l'environnement. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tous renseignements, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org> ou par téléphone au: +1-212-644-0217 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe du ENB couvrant la CDD-15 est joignable par courriel à <lavanya@iisd.org>.

tion de l'énergie au service du développement durable et d'un rôle plus prééminent pour ONU-Energie. Le CAMEROUN a parlé des difficultés vécues par l'Afrique dans le domaine des ressources technologiques et financières et de l'accès à l'énergie. L'ISLANDE a fait part de ses vœux concernant les sources d'énergie renouvelables, en particulier, l'énergie géothermique. Le CAP VERT a apporté son appui aux propositions de l'UE concernant l'augmentation de la part des énergies renouvelables et l'établissement d'objectifs volontaires.

La TUNISIE a mis l'accent sur la diversification des sources d'énergie et sur l'établissement du meilleur équilibre possible entre les trois piliers du développement durable. Le SAINT SIEGE a mis en exergue la sécurité énergétique et a appelé à des programmes nationaux de sensibilisation pour le changement des modes de consommation actuels. L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA MIGRATION a avancé le chiffre de 50 millions de migrants environnementaux supplémentaires d'ici 2010, et la BANQUE MONDIALE a suggéré l'adoption d'une nouvelle approche des politiques publiques intégrant l'ensemble des parties prenantes. L'ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE a parlé du rôle joué par l'OMI dans la réduction des effets environnementaux du trafic maritime.

DEBAT INTERACTIF AVEC LES PRINCIPAUX GROUPES

Le président Abdullah Bin Hamad Al-Attiya (Qatar) a modéré cette séance. Après les exposés des Principaux groupes sociaux, le président a ouvert le débat interactif.

Le délégué de la COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a encouragé les pays à explorer les options offertes à l'innovation énergétique à travers l'ensemble du portefeuille énergétique. Au sujet du besoin de légiférer dans le domaine des changements climatiques, le délégué du COMMERCE ET INDUSTRIE a suggéré qu'il valait mieux avoir des réglementations que des incertitudes. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a souligné l'opportunité offerte pour la création "d'emplois verts" dans le secteur des énergies renouvelables. Le représentant des COLLECTIVITES LOCALES a expliqué qu'un leadership est en train d'être assumé au niveau local pour combler "le vide existant en matière de responsabilité." Le porte-parole des ONG a présenté la réactivité aux changements climatiques comme étant "un impératif moral" et a rejeté le carbone et le nucléaire comme options à long terme. Le délégué des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a mis en garde contre la négligence du message de la Terre qui nous appelle à quitter les modes non durables de production et de consommation. Le représentant des ENFANTS et des JEUNES a souligné de manière répétée que "les combustibles fossiles et l'énergie nucléaire ne sont pas des options durables," a fait part de sa déception par rapport au texte du président, et a encouragé les délégués à ne pas tourner le dos aux jeunes. Il a également souligné la nécessité d'investir dans l'éducation holiste et a encouragé l'entrepreneuriat des jeunes. Les FEMMES ont appelé à l'intégration de l'égalité des sexes, en particulier pour la prise en compte des préoccupations des femmes dans les politiques énergétiques, dans les stratégies de réduction de la pauvreté et dans les processus décisionnels.

Au cours du débat qui a suivi, la NORVEGE a parlé du besoin de se concentrer sur "l'empreinte mondiale." Le SAINT SIEGE a souligné l'importance de la conceptualisation de la problématique environnementale comme une problématique d'ordre éthique et moral, et a déclaré que "nous avons emprunté notre monde de chez nos enfants." Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a souligné que "des combustibles viennent et des combustibles s'en vont," et a suggéré que la focalisation doit être sur une "transition juste." Il a également souligné la nécessité "d'emplois sûrs, d'emplois décents et d'emplois viables." Le CAMEROUN a encouragé les participants à avoir le courage de transcender les intérêts nationaux et à s'engager dans une "nouvelle manière de penser le développement." Le délégué des AGRICULTEURS a indiqué que les résultats de la CDD-15 doivent pouvoir guider une transition rapide vers les énergies propres, et s'ils ne peuvent pas faire cela, il y aurait lieu de s'interroger sur l'utilité d'avoir une CDD sur le thème de l'agriculture, l'année prochaine. Le QATAR a encouragé l'adoption d'une approche équilibrée des sources d'énergie. Le délégué des PAYS-BAS a proposé l'ouverture d'un dialogue international multipartite sur la production durable de la biomasse, et a souligné le besoin d'un accès à l'énergie pour les pays en développement. Le représentant des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a parlé des responsabilités potentielles découlant de "la décharge de gaz carbonique" dans l'atmosphère. Il a

encouragé les décideurs à être guidés par le bien-être de "sept générations à venir" et par l'approche de précaution. Comme partie intégrante du résultat de la CDD, le délégué des PAYS-BAS a suggéré que des recommandations concrètes émergent de la session, en particulier, pour des programmes d'investissement en faveur de l'accès à l'énergie, du micro financement pour les jeunes entrepreneurs et de la création d'emplois sûrs et décents, conditions préalables de la durabilité du travail. Le président Al-Attiyah a conclu en encourageant les participants à s'abstenir de se blâmer les uns les autres, et a souligné "nous vivons et mourrons ensemble."

CONCERTATIONS INFORMELLES

Dans les concertations sur l'énergie, le G-77/Chine devait encore parvenir à un consensus sur les moyens d'exécution, et les délégués ont travaillé pour la suppression des crochets figurant dans les divers paragraphes. A 20 h 00, des divergences restaient encore à résoudre, notamment, sur le point de savoir s'il fallait "éviter" ou "éliminer" la décharge des déchets d'énergie dans les pays en développement, et sur les questions du mécanisme d'évaluation de l'énergie au service du développement durable, des objectifs assortis de calendriers précis, des marchés d'énergie, de l'accès aux services énergétiques et de l'investissement dans la fourniture de services énergétiques. Des formulations de rechange ont été proposées dans le chapeau et dans les paragraphes portant sur la coopération internationale dans le domaine de la bioénergie, des marchés d'énergie, de l'énergie nucléaire et du transport des matériaux radioactifs.

Au sujet des changements climatiques, un comité restreint des "amis du président" s'est réuni toute la journée et a examiné, entre autres, le chapeau et la référence contentieuse au principe des responsabilités communes mais différenciées, figurant dans le paragraphe appelant à la réduction des émissions. A 20 h 00, aucun accord n'était atteint.

Au sujet de la pollution de l'air/atmosphère, des désaccords ont persisté sur un petit nombre de points en suspens portant, notamment, sur: "la promotion des synergies" entre les accords environnementaux multilatéraux; et le soutien des efforts visant à résoudre le problème des polluants atmosphériques des sources aérienne et maritimes "à travers" l'OMI, l'ICAO et "d'autres cadres internationaux pertinents." Les délégués se sont engagés dans des négociations bilatérales et de groupes restreints pour les résoudre.

DANS LES COULOIRS

La journée de jeudi a vu un net décalage entre les séances du segment de haut niveau appelant à une action forte et soutenue et les négociations bloquées. Vrai, il y avait une activité frénétique, des comités restreints de délégués intéressés, réunis dans des séances privées pour se battre avec le texte, s'étant poursuivis toute la journée. Toutefois, un participant a craint que le résultat allait être "inférieur au plus petit dénominateur commun," et un autre a indiqué qu'on risquait d'aboutir à "un tas de mots qui ne veulent rien dire." Cependant, un autre participant a comparé le processus de rédaction en cours aux "négociations climatiques habituelles où chacun attend de voir qui clignera des yeux le premier."

Les évaluations générales de la CDD-15 sont allées de "toute cette conférence est une blague" (jugement porté, croit-on savoir, par un ministre) à "la réalité nous a finalement rattrapé" (observation faite par une vieille main de la CDD). Une rumeur, rapidement démentie, a circulé à propos d'une "CDD-15 bis" au mois de juillet prochain.

Plusieurs délégations ont présenté ce qu'ils ont affirmé être un point de vue réaliste. A la fin de la CDD-15, ils ont discerné une réalisation grandissante que cet organe n'est pas bien équipé pour prendre des décisions rapides sur des actions particulières, quel qu'en soit le caractère attrayant. On attend de lui, plutôt de formuler des politiques, et d'autres instances existent pour élaborer, négocier et assumer les obligations concrètes. Une pulsion impatiente à faire cela a, comme ont mis en garde certains membres du groupe JUSS-CANZ, peu de chance de réussite et ne pourrait que mener à un retour cahin-caha au texte du SMDD.

Réagissant à une frustration compréhensible, un participant optimiste a attiré l'attention sur les "aspects oubliés" de la CDD-15 – richesse du débat, événements spéciaux intellectuellement stimulants, échanges des bonnes pratiques et des leçons apprises, dialogue avec la société civile, exercice d'un impact sur le dialogue intersectoriel au sein des gouvernements, apports scientifiques et, enfin, le caractère éducatif de l'interaction ministérielle.

COMPTE RENDU FINAL DU ENB: Le numéro final de *Earth Negotiations Bulletin* consacré à la CDD-15 sera disponible en ligne, à partir du lundi 14 mai 2007, à: <http://www.iisd.ca/csd/csd15/>